

# Réveil de la démocratie au Canada

## Partage international n° 58 - Juin 1993

par Diana Gold Holland

*Le 26 octobre 1992, le peuple canadien, placé devant un marché « à prendre ou à laisser », a rejeté sans ambages un projet d'accord constitutionnel difficilement élaboré par les premiers ministres des différentes provinces, au cours de rencontres à huis clos fortement teintées de magouilles politiques. Malgré les avertissements répétés des trois principaux partis politiques, affirmant qu'un « non » au référendum conduirait à l'effondrement du pays, la population des dix provinces, les Canadiens d'origine indienne, les femmes et toutes les minorités, n'en ont tenu aucun compte, et les principales personnalités politiques s'en sont trouvées largement discréditées. Plusieurs représentants de longue date des principaux partis se sont récemment retirés de la politique - dont Brian Mulroney, chef du parti conservateur et premier ministre du Canada, qui a démissionné en février.*

*Une élection fédérale doit se tenir d'ici un an. Entre temps, de petits groupes à travers le pays, composés d'avocats, d'enseignants et d'individus venus de tous les milieux, se penchent sérieusement sur la possibilité - certains pour la première fois - de travailler en vue de l'élection d'un nouveau parti politique.*

*« La véritable démocratie commence à se réveiller au Canada, et personne ne pourra plus l'arrêter », a affirmé Mel Hurtig, éditeur et récent fondateur du parti national. « Les Canadiens veulent des hommes politiques qui soient réellement les serviteurs du peuple. » C'est cette optique que reflètent plusieurs mesures annoncées dans le programme électoral de Mel Hurtig. Tout d'abord, son parti n'acceptera aucun don provenant d'entreprises, de syndicats, de groupes d'intérêts ou de sources étrangères. Il propose le financement des élections par le prélèvement annuel d'un dollar par personne sur l'impôt sur le revenu, ce qui représenterait un fonds de dix-huit millions de dollars, administré par une commission indépendante. Mel Hurtig souligne que le coût pour les Canadiens de l'abolition de la pratique de l'« achat » des suffrages par les*

puissances financières, équivaldrait au prix d'une tasse de café par habitant et par an.

Le parti national se propose de soumettre au public les questions essentielles au moyen de référendums. De plus, le gouvernement fédéral devrait obligatoirement démissionner et provoquer des élections, si une commission indépendante venait à estimer qu'il ne tenait pas ses promesses électorales majeures. Une commission semblable vérifierait les contrats conclus par le gouvernement, ainsi que toutes les nominations, de manière à mettre un terme au système de protection politique. Ce nouveau parti axe ses principales propositions de changement économique sur le démantèlement de la législation mise en place par le gouvernement conservateur actuellement au pouvoir, législation fortement favorable à l'économie de marché. « *Les théories économiques de droite professées par des politiciens comme Ronald Reagan, George Bush, Margaret Thatcher et Brian Mulroney, selon lesquelles la richesse finit toujours par atteindre les plus pauvres, sont maintenant totalement discréditées* », déclare M. Hurtig. « *Elles peuvent s'appliquer, jusqu'à un certain point, à un petit pourcentage de gens riches et aux énormes sociétés multinationales, mais elles sont tout à fait incompatibles avec le bien-être de la grande majorité des Canadiens. Le fait que 1 % des entreprises canadiennes possède presque 90 % des actifs de l'ensemble des entreprises du pays, représente une totale contradiction avec la manière dont la libre entreprise et les marchés économiques sont sensés fonctionner* », affirme-t-il.

Afin de promouvoir l'équité et la justice au sein de la société canadienne, ce nouveau parti entend procéder à des réformes fiscales qui obligeront les grandes entreprises et les conglomérats à payer leur part. L'impôt sur le revenu des particuliers représente 36,6 % des recettes du gouvernement, alors que celui des entreprises n'en représente que 6,7 %. Sur une période de huit ans, le taux d'imposition de cinq monopoles bancaires - très largement bénéficiaires - est inférieur à 2,5 %.

Dans un gouvernement dirigé par le nouveau parti national, les parlementaires seraient élus pour un mandat plus court que l'actuel mandat de 5 ans, et seraient autorisés à beaucoup plus de « votes libres » - c'est-à-dire qu'ils pourraient voter en conscience plutôt que selon la ligne du parti. Le Sénat serait élu et non plus nommé, comme c'est actuellement le cas

- et souvent par copinage politique -, et de nouvelles mesures seraient mises en place pour assurer une véritable représentation proportionnelle, non seulement au niveau géographique, mais également entre les hommes et les femmes. En période électorale fédérale, la radio et la télévision offriraient davantage de temps d'antenne aux partis « *pour rendre la politique au peuple et s'écarter des campagnes de style américain où l'importance des sommes investies détermine qui réussit à faire passer son message* ».

En matière d'environnement, le programme électoral du parti national se fonde sur la conviction que se donner le choix entre des emplois et un environnement propre est un faux problème. Le parti se propose de créer des emplois pour le reboisement, la défense de l'environnement, et pour le développement d'usines de traitement des eaux de consommation et des eaux usées. Il prévoit de travailler en étroite collaboration avec le mouvement écologiste canadien et de financer la participation de groupes de citoyens à l'écoute de l'environnement, afin que celle-ci devienne plus importante. Il serait également créé un département au ministère fédéral de l'Environnement, afin de donner plus de poids à la recherche fondamentale et appliquée. A plus long terme, le parti national se propose d'étudier la législation sur l'environnement en différents points du globe et d'adapter les meilleures d'entre elles au Canada. De plus, en tant qu'administration, il projette d'utiliser du papier recyclé, de convertir les

véhicules publics au gaz naturel et de financer le développement de voitures électriques.

« *La priorité reviendra à l'éducation plutôt qu'aux hélicoptères militaires* », ajoute M. Hurtig. « *Nous jouerons un plus grand rôle au sein des Nations unies, et nous travaillerons de concert avec les nations, partageant nos idéaux, afin d'enrayer la croissance de blocs de marché commun en compétition entre eux.* »

« *Nous devons transformer notre démocratie et nos institutions politiques de manière à ce que ce soient les citoyens qui détiennent le pouvoir, et non plus les grandes entreprises* », conclut-il.

Le parti national étant encore à peine structuré, il est difficile d'évaluer ses chances de former le prochain gouvernement du Canada. C'est le seul parti à avoir publié un résumé de ses options politiques. Il a publié un livre vendu en librairie à travers le pays, qui en est à sa quatrième édition en deux mois.

Canada **Auteur** : Diana Gold Holland, collaboratrice de Share International, vit à Vancouver (Canada).

**Thématiques** : [politique](#)

**Rubrique** : [Divers](#) ()